

Election présidentielle en Algérie : Bouteflika, la momie présidente qui devrait le rester



Les Algériens sont appelés à se rendre aux urnes le 18 avril prochain. Bien qu'extrêmement absent, l'ombre du président Abdelaziz Bouteflika continue de planer sur le pays et tout laisse penser que s'il se représentait, il serait à nouveau élu dès le premier tour.

Avec Ahmed
Rouadjia

Atlantico : Les Algériens sont appelés à se rendre aux urnes le 18 avril prochain. Bien qu'extrêmement absent, l'ombre du président Abdelaziz Bouteflika continue de planer sur le pays et tout laisse penser que s'il se représentait, il serait à nouveau élu dès le premier tour. Les élections ont-elles encore un sens en Algérie ?

Ahmed Rouadjia : Vous avez posé la bonne question et y avez répondu de manière quasi exacte. D'ailleurs, c'est le sentiment que partage l'écrasante majorité des Algériens, y compris les moins versés dans les choses politiques : ils savent que, même sur son lit de mort, le président, sera déclaré rééligible, physiquement apte à se mouvoir, et mentalement capable de diriger avec « clairvoyance » un grand pays, qui est cinq fois plus grand que la France en termes de superficie, mais aussi en termes de poids politique et géographique au sein d'un continent instable, volcanique.

Habités depuis de longue date aux agiotages, aux trafics de tous les registres politiques, et donc aux élections truquées, les Algériens sont devenus le peuple le plus sceptique de la planète, et le moins disposé à donner crédit à des scrutins mascarades. En d'autres termes, les élections prévues pour le 18 avril prochain n'ont de « sens » véritables que pour leurs instigateurs...

Les partis d'oppositions vont-ils pouvoir jouer un rôle déterminant dans cette course à la présidence ? Ou ne seront-ils que de simples figurants ?

Les partis d'oppositions, hormis le FFS (le Front des Forces Socialistes) fondé dès 1962 par feu Hocine Ait Ahmed, l'un des pionniers du déclenchement de la guerre d'indépendance, ne sont rien de moins que des appendices des appareils étatiques. Créés ou inspirés dans leur grande majorité par ces mêmes appareils de l'ombre, ces partis, y compris les partis islamistes dits « modérés », comme le MSP (d'obédience Frères Musulmans) issus de l'ex-Hamas du cheikh Nahnah, ou de la Nahda (renaissance), se révèlent être à l'observation attentive de véritables bœufs enroulés dans la mesure où ils épousent toujours la cause de ceux qui sont « debout » (les plus forts du moment). Or, pour ces partis peu représentatifs, mais fortement intéressés le clan du président est « le plus fort de tous ». En soutenant contre vent et marées son cinquième mandat, ils escomptent être « récompensés » en retour. Les partis dits « démocratiques », ne sont pas en reste, et misent sur la réélection du président pourtant gravement malade pour obtenir les

gratifications attendues.

Pourquoi le pays n'arrive-t-il pas à trouver un successeur à son président actuel ? Le pays est-il dans une impasse ?

Il faut dire plutôt : pourquoi les dirigeants n'ont-ils pas cherché un successeur au président qu'ils savent pertinemment très « fatigué », pour ne pas dire gravement malade ? C'est la question que l'homme de la rue algérien se pose et à laquelle il ne trouve point de réponse. Ce qui est sûr cependant, c'est que tous les clans qui se partagent le monopole du pouvoir sont d'accord au moins sur un point: celui de laisser le président « mourir » tranquillement comme il l'avait souhaité lui-même à la tête de l'Etat. Or, ne pas le laisser se représenter à la date prévue comme candidat à sa propre réélection serait trahir les vœux qu'il avait maintes fois formulés lui-même, de manière plus ou moins explicites. Quant à la question de savoir si le pays s'est engagé ou non dans une impasse, la réponse est qu'il l'est depuis un certain temps, mais cette impasse est temporaire et les « décideurs » politiques de l'Algérie sont mondialement connus pour posséder ces capacités incroyables de tomber toujours, tel un chat lancé en l'air, sur leurs pattes....Mais au prix, il est vrai, de quelques « petits dégâts collatéraux. »

Cette élection peut-elle être le prélude d'un renouveau national ?

C'est trop tôt pour le dire. Je note seulement qu'un renouveau national ne saurait jamais se faire sans alternance politique avec son cortège de transparence...Or, ces conditions sont bien loin d'être réunies en Algérie. Si renouveau il y a, il viendrait non pas des dirigeants actuels « constipés » et crispés qu'ils sont sur leurs certitudes quasi absolues, pour ne pas dire sur des certitudes imbéciles, mais viendrait certainement de la société civile qui fait à sa manière l'apprentissage du pluralisme qui se traduit, sans conteste, par une grande liberté d'expression d'opinions, qui n'existe nulle part dans le monde arabe, y compris dans un pays comme le Liban réputé à tort le plus pluraliste d'entre tous... Mais pluralisme n'est pas démocratie, et celle-ci est plutôt balbutiante qu'effective dans l'Algérie actuelle...